Olivier BECHT



Refonder ou Périr

PARTIE 10

Un nouveau modèle pour redresser nos comptes publics

Changer de modèle économique, social, de santé, de sécurité, d'organisation et de rayonnement n'est pas seulement nécessaire pour éviter l'effondrement : c'est aussi un moyen puissant de répondre à la crise de nos finances publiques.

Pourquoi sommes-nous au bord de l'abîme ?

Avec 3 480 milliards d'euros de dette, hors de contrôle en cette année 2026, et un déficit qui culminait encore à 160 milliards, nos finances n'ont jamais été dans pire état dans l'histoire moderne du pays. La raison est simple : depuis 1975, la France dépense plus qu'elle ne gagne. À la fin des Trente Glorieuses, après le choc pétrolier, les gouvernements ont cru le déficit transitoire, pariant que la croissance reviendrait combler les trous, selon la théorie keynésienne. Mais la croissance forte n'est jamais revenue, et nous avons maintenu le même train de vie en finançant l'écart par l'emprunt : la dépense, comme le déficit, est devenue structurelle. Pour éviter de réduire notre niveau de vie, nous nous sommes habitués à emprunter aux autres, et aux générations futures, l'argent que nous ne produisions plus.

Nous produisons aujourd'hui environ 3 000 milliards d'euros de richesses chaque année, le produit intérieur brut. Et sur ces 3 000 milliards, nous en dépensons 1 700 en dépenses publiques, soit plus de 57 % du PIB : plus d'un euro sur deux part dans la dépense publique.

La vérité, c'est que les Français veulent très majoritairement baisser cette dépense, mais que personne ne veut rien baisser concrètement, ni la santé, ni les retraites, ni la dépendance, ni l'école, ni la sécurité, et que les rares partisans d'économies les réservent au voisin. Ce n'est pas seulement de l'égoïsme : la dépense publique joue chez nous un rôle de lutte contre les inégalités. Nos inégalités primaires sont élevées, mais après impôts et dépenses, dont près de 950 milliards de dépenses sociales, elles deviennent plus faibles qu'ailleurs, c'est le fameux coefficient de Gini. Chaque Français bénéficie en moyenne de 25 000 euros de dépense publique par an, bien plus qu'il ne paie d'impôts, ce qui explique que la tendance soit toujours à la hausse. Les crises récentes, Covid, énergie, inflation, ont encore renforcé ce réflexe de demander à l'État de protéger, sans argent magique, juste en empruntant davantage.

Le problème, c'est que sur ces 1 700 milliards de dépenses, nous n'en finançons que 1 550 : les 150 milliards manquants, c'est le déficit. Difficile de dépenser chaque année 10 à 15 % de plus que ce qu'on a dans le porte-monnaie. Car si la France est championne du monde de la dépense, elle l'est aussi des prélèvements obligatoires, près de la moitié de la richesse nationale, si bien que toute hausse d'impôt risque surtout de faire fuir l'argent ailleurs et de creuser encore le déficit. Nous voilà dans une impasse : faible acceptation de la baisse des dépenses, allergie à la hausse des impôts. Or maîtriser nos comptes n'évite pas seulement la mise sous tutelle le jour où plus personne ne voudra nous prêter :

c'est aussi la condition pour dégager les quelque 100 milliards de dépenses nouvelles qu'exigeront la santé, la dépendance, la défense, les technologies, les frontières et le climat. Et nous ne les avons pas.

Ne pas baisser les bras

Que faire, alors ? D'abord ne pas baisser les bras. La France a déjà connu des redressements spectaculaires. À la fin de la IVe République, la dette et le déficit étaient élevés, la dépense de l'État grimpait de plus de 15 % par an, la monnaie s'effondrait, l'inflation dépassait 10 %. Pourtant, dès 1958, de Gaulle, avec le plan Pinay-Rueff, a rétabli nos comptes, et cette même France a ensuite réalisé le nucléaire, Ariane, le Concorde, le TGV et Airbus. Ce que nous avons fait hier, nous pouvons le refaire. Sans reprendre les mesures d'alors, nous pouvons en retenir la méthode, celle que j'ai moi-même appliquée comme maire pour redresser une ville au bord de la mise sous tutelle. Il faut d'abord, à très court terme, reprendre le contrôle de la dette avant que sa charge, avec des taux élevés, n'étouffe tout et ne nous précipite sous la tutelle de la Troïka.

Ni hausse ni baisse d'impôt

Nous n'augmenterons pas le taux des impôts. Pourquoi ? Parce qu'en 2008, lors de ma campagne municipale, une dame âgée m'a reçu en porte-à-porte. Veuve, retraitée, ayant travaillé toute sa vie dans un commerce de Rixheim, elle s'est mise à pleurer dans mes bras en m'expliquant

qu'avec sa petite retraite, une fois payés les impôts locaux, elle devait choisir entre remplir sa cuve de fioul et offrir des cadeaux à ses petits-enfants à Noël. Combien renoncent ainsi à se chauffer l'hiver ? Ses mots sont restés gravés en moi. L'État, les collectivités, la sécurité sociale doivent être raisonnables, et cesser d'ajuster sans cesse les recettes aux dépenses. Ma philosophie a toujours été celle du bon père de famille : on ne dépense pas plus que ce qu'on a dans le porte-monnaie. En 18 ans, le taux des impôts locaux n'a pas augmenté dans ma ville, et nous avons préservé le pouvoir d'achat tout en redressant les comptes.

Augmenter les impôts est la solution de facilité, et un drame dans un pays qui a déjà l'une des pressions fiscales les plus élevées du monde. C'est la flûte des mauvais bergers, qui promettent que les riches paieront au nom de la justice fiscale, puis, les riches partis et les recettes miracles évaporées, font payer les classes moyennes et les pauvres pour combler les trous qu'ils ont creusés. À la fin, ce sont toujours les mêmes qui règlent l'addition. Nous aurons donc le courage de dire ce que personne n'a osé : le taux des impôts n'augmentera pas, mais ne baissera pas non plus. Ni hausse ni baisse. Les règles sont claires et ne changeront pas, et ménages comme entreprises auront enfin un horizon stable.

La méthode du rabot

Ne pas augmenter les impôts oblige donc à baisser les dépenses. La seule solution plausible à court terme

est le rabot, celui que j'ai employé dans ma ville dès le lendemain des élections : un abattement égalitaire sur toutes les dépenses. Appliqué à hauteur de 3 %, il représente environ 50 milliards d'économies immédiates, soit le tiers du déficit supprimé d'un coup. Le rabot a des vertus : il est égalitaire, l'effort étant porté par toute la Nation sans passager clandestin, on compte jusqu'à 3 et chacun se serre la ceinture d'un cran. Il fait moins mal qu'une coupe massive dans un seul secteur, car 3 % équivaut souvent à ne pas réévaluer la dépense de l'inflation. Il laisse à chaque administration la liberté de se réorganiser, et l'on découvre que les choses se font souvent sans trop de douleur. Enfin il produit des résultats immédiats, là où les hausses d'impôts, contournables, restent aléatoires. Supprimer ainsi un tiers du déficit enverrait un signal fort à nos créanciers et à nos partenaires : la France reprend son destin en main, elle est crédible, et tout risque de tutelle s'éloigne.

Une fois ce premier pas franchi, c'est le changement de modèle lui-même qui apporte les économies durables. La suppression de la moitié des 400 000 normes françaises ferait gagner près de 80 milliards aux entreprises, donc plus de bénéfices et d'impôts, avec un effet retour d'au moins 20 milliards de recettes. Le retour de la croissance, en visant comme l'Espagne près de 3 % par an, réduirait le déficit de près de 50 milliards sans toucher au service public. Les réformes structurelles de l'économie dégageraient au moins 15 milliards, celles de l'organisation territoriale 15 autres par la suppression d'une strate, réinvestis dans les

projets, et le nouveau modèle social, fondé sur la réimplication de chacun, près de 20 milliards. Quant à la fraude fiscale et sociale, estimée à plus de 100 milliards par an, en récupérer le quart, 25 milliards, par une nouvelle organisation contre la criminalité économique et le blanchiment, est un objectif réaliste.

Ainsi, avec 50 milliards de rabot, 50 milliards de croissance retrouvée, 70 milliards de réformes structurelles et 25 milliards repris à la fraude, la France pourrait revenir à l'équilibre en moins de 7 ans, et dégager de l'ordre de 45 milliards par an pour de nouveaux investissements. Le stock de dette cesserait de croître. Du fait de la dette roulante, les 3 500 milliards ne baisseraient pas, mais le ratio sur le PIB pourrait repasser, en moins de 10 ans, sous la barre des 85 %. Tout cela sans toucher au taux des impôts, cette stabilité fiscale que j'ai assumée 18 ans dans ma ville étant elle-même un puissant moteur de confiance.

Resteraient à financer les grands projets. Ceux qui, portés par des entreprises, génèrent des bénéfices, comme les énergies nouvelles, le seront non par la dette de l'État mais par le fonds souverain, ce placement de l'épargne garanti par l'État. Et ceux qui relèvent de la collectivité, comme la défense européenne ou la sécurité des frontières, seront mutualisés et financés par la Confédération.

L'effondrement de nos comptes, la mise sous tutelle et le chaos qui suivrait ne sont donc pas une fatalité. Il existe une voie de passage, étroite, pour refonder un modèle, redresser nos budgets et bâtir un avenir meilleur, pour nous, pour nos

enfants et les enfants de nos enfants. Cette voie est étroite. Les efforts ne seront pas simples. Mais nous le ferons. Par amour.